

ALLOCUTION PRONONCEE PARIVAN L. HEADAUCOLLOQUE SUR "LA RECHERCHE POUR LE DEVELOPPEMENT DU TIERS-MONDE"TENU AL'UNIVERSITE DU QUEBEC A TROIS-RIVIERESLE 29 AVRIL 1982ARCHIV
HEAD

no. 25

IDRC-doc- 321

Monsieur le Président, Monsieur le Vice-recteur, Mesdames,
Messieurs,

Mes collègues et moi sommes très heureux d'être parmi vous aujourd'hui pour participer à cette réunion qui s'annonce prometteuse. Le CRDI est reconnaissant à l'Université du Québec pour sa participation au patronage de la réunion, et remercie particulièrement l'Université du Québec à Trois-Rivières pour son aide et son hospitalité. La présence de personnalités telles que son Excellence Jacques Diouf, Ministre d'Etat à la recherche scientifique et technique au Sénégal, et Monsieur Rogerio Cerqueira Leite, anciennement vice-recteur de l'Université de Campinas au Brésil, souligne l'importance de cette réunion et des résultats que nous en attendons tous. J'anticipe un enrichissement considérable de nos connaissances, à la suite de la mise en commun de notre savoir et de nos expériences au sujet du rôle de la recherche pour le développement. Ces deux journées profiteront surtout aux participants, à commencer par nous du CRDI. A plus long terme, je suis sûr que les bénéficiaires seront les habitants des pays en développement. C'est en pensant à eux que cette réunion a été organisée.

Parmi les nombreux facteurs qui permettent à une société d'assurer le bien-être de ses membres et d'améliorer leur niveau

de vie, la capacité de définir et de résoudre les problèmes est d'une importance fondamentale. Ni la présence de ressources ni la volonté de la population suffisent s'il manque la capacité locale de comprendre les phénomènes propres au milieu et de s'attaquer aux problèmes rencontrés. Cette capacité, c'est la capacité de recherche.

L'apport des chercheurs aux sociétés européenne et nord-américaine a été tellement essentiel que le nom de beaucoup d'entre eux est connu de tous. Lavoisier et Celcius, par exemple, au 18e siècle; Ampère, Kelvin, Pasteur, Darwin, Doppler ne sont que quelques-uns du nombre extraordinaire de chercheurs du 19e siècle dont les travaux ont contribué énormément à l'amélioration de nos conditions de vie. Au 20e siècle, les chercheurs sont tellement nombreux qu'il est impossible d'en dresser la liste. Cette tradition de recherche et d'invention est solidement établie dans les pays industrialisés, mais n'est apparue que plus tard dans les pays en développement. L'ampleur du retard a attiré l'attention mondiale pour la première fois en 1963, lors de la conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. En 1969, la Commission de la Banque mondiale, sous la présidence de Lester Pearson, a de nouveau soulevé la ques-

tion, qui a été, depuis lors, discutée au cours de nombreuses réunions tenues sous l'égide des Nations Unies.

La Commission Pearson a estimé qu'au maximum 3% de la recherche scientifique et technique mondiale était entreprise dans les pays en développement. De plus, déclare le rapport de la Commission, une grande partie de cette recherche était inutile ou même contraire aux besoins des pays en question. Le secteur agricole était particulièrement mal organisé. Il y a un peu plus de dix ans, presque aucune recherche biologique ne s'occupait des cultures vivrières des pays nouvellement indépendants. La recherche entreprise, dont une partie était de haute qualité, touchait presque exclusivement le secteur des plantations et des cultures d'exportation: café, cacao, banane, sucre, arachide, caoutchouc. Peu d'efforts, malheureusement, étaient entrepris dans le secteur des cultures vivrières, ou de consommation immédiate, telles que le manioc, le pois chiche, le quinoa ou la banane plantain. En fait, tout le travail sérieux sur des espèces tropicales telles que le riz, le sorgho, ou le maïs a porté sur les conditions propres aux sols et aux climats d'Europe, d'Amérique du Nord ou du Japon, et non sur ceux des pays du sud.

Le manque de capacités locales est dû en partie aux principes fondamentaux du système colonial. Les décisions quant à l'emplacement des universités ou des stations de recherche, au sujet des programmes de recherche et de développement, de l'utilisation des ressources, etc., étaient prises dans l'intérêt de l'empire, ou par la suite, dans celui des multinationales. Une partie de la responsabilité est cependant directement celle du nord, sous forme du modèle de développement que nous préconisons, en toute bonne foi, pour le sud. En effet, nous proposons comme solution de principe des projets coûteux en capital, énergétiquement peu efficaces et souvent techniquement compliqués. Les médecins formés dans nos universités sont incapables de pratiquer leur art sans l'appui d'une batterie d'instruments de détection et de traitement. Nous ne prenons que rarement le temps de constater que peu de techniques sont transférables sans un examen préliminaire et diverses adaptations.

Et pourtant, beaucoup des difficultés des pays en développement, et l'instabilité qu'elles entraînent et qui est ressentie de plus en plus vivement par tous les membres de la communauté internationale, ne peuvent être surmontées que par l'application de la science et de la technique.

Pour que cette application soit efficace, elle doit tenir compte des diverses circonstances culturelles et sociales, doit viser des problèmes locaux, et doit apporter des solutions auto-suffisantes. Ceci ne peut arriver que s'il existe une infrastructure scientifique locale capable d'identifier les problèmes, d'entreprendre des recherches, de trouver des solutions, et de déterminer les politiques d'ensemble. Dans l'absence d'une telle capacité nationale, et de compétences locales, le retard économique s'accroît, la dégradation de l'environnement s'intensifie, l'instabilité politique augmente, et la dignité de l'individu est affectée.

Il n'existe pas de règles générales pour les problèmes des régions du monde en développement, et par conséquent, pas de solution unique. Certaines situations se répètent cependant avec une régularité tragique. Les établissements de santé publique, parfois de haut niveau, tendent à jouer un rôle curatif et à se trouver dans les villes. Les programmes de prévention et services de santé sont pratiquement inexistants dans les régions rurales de beaucoup trop de pays. Les causes de ces déséquilibres sont faciles à identifier: les élites sociales, au niveau d'éducation élevé, prospères, et politiquement influentes, habitent dans les villes. Ces individus sont en mesure de

satisfaire leurs besoins, car les actions du gouvernement, comme partout ailleurs, reflètent leur influence.

Cet état de chose explique les contrastes de niveaux de vie à l'intérieur des pays en développement, contrastes qui sont souvent beaucoup plus grands qu'entre les pays en développement et les pays industrialisés. Ceci contribue à l'exode rural, car les conditions de vie dans la périphérie des grandes villes, aussi misérables soient-elles, paraissent toujours supérieures aux conditions de survie existant dans les régions rurales.

La santé est une condition essentielle à la capacité d'un peuple d'améliorer son niveau de vie. Et une alimentation saine est un des facteurs contrôlant la santé. De toutes les questions qui confrontent les gouvernements des pays en développement, l'administration de politiques alimentaires et agricoles prudentes et viables à long terme est l'un des deux défis les plus difficiles à relever. L'autre est la création d'emplois. Au cours de divers essais d'harmonisation et de contrôle de ces deux secteurs, diverses politiques ont été essayées. En Amérique du Sud, l'approche de ce que l'on appelle la "doctrine Prebisch" a été fondée sur deux hypothèses: 1) le marché d'exportation des produits agricoles, et autres, des pays en développement

est caractérisé par des prix et une demande inélastiques, alors que 2) le marché domestique des produits de consommation manufacturés est marqué par l'élasticité des prix et de la demande.

La "doctrine" encourageait donc l'unification des politiques fiscales et des ressources, pour décourager la production agricole et minière, et favoriser la manufacture. De nombreux pays en développement, dont plusieurs en Amérique latine, lancèrent des politiques fiscales et d'investissement destinées à créer des substituts aux produits importés. Plusieurs facteurs, dont la hausse subite du prix du pétrole n'est pas le moindre, ont détruit les économies de ces pays par une inflation galopante et une balance de paiements excessivement déficitaire. Désespérés, certains gouvernements - encouragés par "l'école de Chicago" - ont alors adopté une politique de marché libre. Les résultats à court terme ont été la faillite généralisée de l'entreprise privée, la hausse du chômage et un affaiblissement accru du secteur agricole. Le seul pays d'Amérique latine qui ait pu conserver sa politique de non-importation est le Brésil. Il a pu le faire parce que son économie lui permet de supporter une dette extérieure de 60 milliards de dollars (E-U), pour laquelle il doit payer plusieurs milliards en intérêts chaque année.

En Afrique, des changements aussi profonds ont eu lieu. Un des premiers effets des revenus pétroliers dans les pays en développement exportateurs de pétrole a été, malheureusement, un déclin d'intérêt pour le développement agricole. Les devises étrangères disponibles ont souvent été consacrées à l'importation de produits alimentaires. Dans certains pays, le résultat de ces importations est catastrophique: les aliments "tout-prêts" sont en train de changer les habitudes des consommateurs et de réduire la demande de produits locaux.

Il est tragique que l'auto-suffisance en matière d'alimentation n'existe que dans un petit nombre de pays en développement. La combinaison de facteurs permettant de rendre un pays auto-suffisant est complexe et nécessite la mobilisation de capitaux pour les transports, l'irrigation et l'entreposage; elle fait appel à des politiques équilibrées de prix et d'échanges; des facilités de crédit, de l'engrais et des outils sont nécessaires, ainsi que l'étude et la mise au point de nouvelles espèces de cultures, de méthodes améliorées de culture et d'élevage; il faut, enfin, des systèmes acceptables et efficaces de diffusion des améliorations parmi les agriculteurs. Toutes ces mesures nécessitent du temps, de l'argent et l'accord des intéressés.

Elles ne peuvent être "administrées", comme de simples remèdes techniques, par des experts étrangers. Elles ne sont pas les mêmes que les mesures nécessaires au développement d'une agriculture tropicale d'exportation à grande échelle, mais elles ne peuvent être séparées de ces dernières. Il est possible de prendre et de soutenir ces mesures, comme l'a prouvé l'expérience de l'Inde qui, il y a vingt ans, souffrait d'un sévère manque de céréales, et qui est maintenant auto-suffisante.

La santé et l'alimentation ne sont certainement pas les seuls problèmes des pays en développement; et ces deux problèmes ne pourront être résolus que si d'autres problèmes sont également attaqués, comme ceux de l'énergie, du logement, de l'éducation, de l'approvisionnement en eau, des transports et des communications, des systèmes de traitement de l'information, ou des systèmes industriels. Pris ensemble ces problèmes constituent un obstacle formidable à l'amélioration du niveau de vie et au rétablissement de la dignité de l'individu. Cependant, c'est le monde entier qui souffre de cette absence de progrès, et pas seulement sur le plan moral ou spirituel. Les pénuries de nourriture qui existent ailleurs ne peuvent que contribuer à la hausse des prix sur nos propres marchés. La dégradation et l'érosion des

sols causées par des méthodes d'exploitation inadéquates, ou le déboisement aveugle en réponse aux besoins de bois de feu, ont des conséquences environnementales et climatiques qui prennent des années à s'effacer. Une croissance démographique incontrôlée crée des problèmes graves de distribution des ressources pour le gouvernement.

Tous ces facteurs ont mené le président français, M. Mitterand, à déclarer, l'an dernier: "Je suis convaincu que le déséquilibre entre les deux parties du monde, entre les pays industrialisés et les autres, sera une des causes d'un désastre majeur à la fin du siècle, c'est-à-dire d'une guerre mondiale."

Le but de ce colloque, et d'autres auxquels le CRDI a participé et participera au Canada, est de passer en revue les moyens par lesquels la science et la technique ont contribué, et peuvent contribuer, au processus de développement, afin de permettre aux membres de la communauté scientifique du Québec de partager leurs expériences et leur savoir, et d'encourager un engagement plus complet de ces ressources au profit des pays en développement.

Le rôle du CRDI dans le monde a été décrit de diverses manières - mais le plus souvent en termes élogieux. Créé en 1970 par le Parlement, le Centre a été mis sur pied pour apporter une réponse à un besoin évident des pays en développement. C'est un organisme indépendant vis-à-vis du gouvernement canadien - bien qu'il soit financé entièrement par le Parlement - et sa mission est d'encourager et de subventionner des recherches scientifiques menées dans l'intérêt des pays en développement. Un des objets dominants de la plupart des projets financés par le CRDI consiste à former dans ces pays d'excellents chercheurs autochtones. Les recherches sont proposées, élaborées, dirigées et réalisées par des chercheurs des pays en développement en fonction de leurs propres priorités. Dans leur grande majorité, les recherches financées par le CRDI visent à améliorer la qualité de la vie chez les ruraux qui, même s'ils constituent les trois quarts de la population des pays en développement, sont souvent les derniers à profiter des progrès de la science et de la technique. L'orientation et les politiques du Centre sont établies par un Conseil de gouverneurs de composition internationale, qui bénéficie du concours de personnalités de premier plan, possédant une longue expérience des problèmes de développement. Le Conseil comprend des noms très connus comme, au cours des années précédentes, Victor Urquidi, du Mexique,

Roberto Campos, du Brésil, Barbara Ward, de Grande-Bretagne, Theodore Schultz, des Etats-Unis, lauréat du Prix Nobel; et, faisant partie du Conseil actuel, Pierre Bauchet, ancien président de l'Université de Paris I, Mohktar Louhibi, d'Algérie, Gelia Castillo, des Philippines, Felipe Herrera, du Chili, ancien président de la Banque interaméricaine de développement.

Les gouverneurs canadiens sont eux aussi des hommes et des femmes éminents, et notamment ceux venant du Québec. On relève parmi ces derniers des noms aussi connus que, par exemple, Louis Berlinguet, Roger Blais, Maurice LeClair et Liliane Filion-Laporte, qui ont tous exercé de hautes fonctions dans cette université ou d'autres universités québécoises. Plusieurs de ces personnes participent, d'une façon ou d'une autre, à ce colloque. Je leur exprime mes vifs remerciements pour le concours qu'ils ne cessent d'apporter à l'action du CRDI.

Le CRDI fonctionne d'une manière décentralisée, par l'intermédiaire de bureaux régionaux (dirigés pour une grande part par des chercheurs venant de pays en développement) situés à Dakar, à Bogota, à Singapour, au Caire et à Nairobi; il possède également un bureau de liaison à Paris et un autre à New York.

Nous travaillons en collaboration, partout où cela est possible, avec la Banque mondiale, les institutions spécialisées des Nations Unies, les fondations privées, les organisations régionales et les gouvernements nationaux. La façon suivant laquelle le Centre fournit son aide à la recherche dans les pays en développement vous sera exposée d'une manière détaillée au cours de ces deux journées.

Nous nous réunissons aujourd'hui sous les auspices d'une université remarquable, et je suis extrêmement heureux de voir rassemblés ici des membres d'une communauté scientifique renommée depuis longtemps pour ses réalisations et pour l'intérêt qu'elle manifeste pour les problèmes mondiaux. Je suis certain que les résultats de nos discussions favoriseront la solution de ces problèmes et aideront les populations défavorisées du Tiers-Monde pour lesquelles nous tenons ce colloque. Je vous remercie.